

Postface

Ce qu'éduquer à l'esprit d'entreprendre veut dire

Cédric Frétigné



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/formationemploi/5253>

DOI : [10.4000/formationemploi.5253](https://doi.org/10.4000/formationemploi.5253)

ISSN : 2107-0946

Éditeur

La Documentation française

Édition imprimée

Date de publication : 31 décembre 2017

Pagination : 165-168

ISSN : 0759-6340

Référence électronique

Cédric Frétigné, « Postface », *Formation emploi* [En ligne], 140 | octobre-décembre 2017, mis en ligne le 31 décembre 2017, consulté le 30 octobre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/formationemploi/5253> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/formationemploi.5253>

© Tous droits réservés

Postface

Ce qu'éduquer à l'esprit d'entreprendre veut dire

CÉDRIC FRÉTIGNÉ

Professeur en sciences de l'éducation, UPEC, LIRTES (université Paris-Est Créteil Val-de-Marne, Laboratoire interdisciplinaire de recherche sur les transformations des pratiques éducatives et des pratiques sociales, EA 7313)

Nous sommes désormais coutumiers du fait : à l'occasion de la traduction, en langue française, de mots d'ordre européens initialement énoncés en anglais, un certain esprit prime généralement la lettre. Pour le formuler de manière plus directe encore, la priorité des importateurs de ce type de slogan n'est pas d'en assurer une traduction littérale. Se posent effectivement des enjeux de traduction. Mais la préoccupation lexicographique est parfaitement secondaire au regard des ambitions politiques que cette traduction va permettre de satisfaire. On a pu l'observer à la lecture du présent dossier consacré à l'« esprit d'entreprendre », et on y reviendra ci-dessous.

Les lecteurs de *Formation Emploi* sont familiers des publications relatives au *lifelong learning*. Or, *lifelong learning* ne signifie pas, au sens littéral du terme, *formation* tout au long de la vie, mais *apprentissage* tout au long de la vie (Carré, 2005). L'une des conséquences logiques de ce déplacement est que l'acception française circonscrit l'objet du *lifelong learning* à la formation formelle ou, pour l'exprimer autrement, à la formation *professionnelle* tout au long de la vie *professionnelle* (Frétigné, 2013). De son côté, une acception en termes d'*apprentissage* tout au long de la vie ouvre le spectre de l'analyse à d'autres types de pratiques et élargit potentiellement l'empan temporel (en particulier aux situations de vie qui succèdent au temps de la vie professionnelle).

Notre propos ne vise pas à exprimer une attirance pour telle ou telle des orientations choisies, mais à rappeler que la naturalisation du propos qui accompagne la traduction et les pratiques sociales engagées en son nom aboutissent à masquer les opérations qui ont conduit à la promotion d'une acception plutôt qu'une autre.

Mutadis mutandis, on pourrait en dire de même de l'*entrepreneurship*, formule promue à la fois par l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques) et la Communauté européenne. Si *entrepreneuriat* peut légitimement prétendre au statut d'équivalent lexical, lorsqu'il est question de qualifier l'« esprit » qui le caractérise, la langue française ne peut se satisfaire de l'expression, grammaticalement incorrecte, d'« esprit d'entrepreneuriat ». S'ouvre alors une brèche et, selon les orientations défendues, d'aucuns mettront l'accent sur l'esprit d'*entreprendre* là où d'autres, les plus nombreux, considéreront l'esprit d'*entreprise*.

De manière un peu rustique, on pourrait aisément considérer que la cause est entendue et qu'il n'y a pas à polémiquer : logiquement, l'esprit d'entreprise est un sous-ensemble de l'esprit d'entreprendre, au côté de l'esprit d'initiative associative par exemple. Mais dans les faits, les auteurs du dossier thématique en attestent, les tenants de l'esprit d'entreprise développent des visées hégémoniques, voire même totalisantes. Ou, pour en rester sur le terrain de la langue et des figures de style, l'esprit d'entreprise est une (puissante) synecdoque, une partie (de l'entrepreneuriat) qui ambitionne de désigner le tout (de l'entrepreneuriat). Cette logique anthropophage conduit ainsi à réduire à néant les formes concurrentes d'entrepreneuriat, marquées par des logiques plus civiques, et à rabattre celles-ci sur le seul point de vue porté par l'esprit d'entreprise : les vertus économiques affirmées et les valeurs morales présumées du *business*.

Les analyses conduites dans les différents articles de ce dossier ne sont pas purement spéculatives. Elles ne se contentent pas de faire état des différentes configurations lexicales observées et des luttes sémantiques associées. Les auteurs du dossier montrent comment des démarches sont conduites au nom de l'esprit d'entreprise (plus que de l'esprit d'entreprendre), afin d'infléchir les politiques éducatives notamment, les *curricula* de formation et les pratiques pédagogiques elles-mêmes.

Pour que l'esprit d'entreprise se diffuse au-delà du cercle des dirigeants d'entreprise et du salariat de confiance que représentent les cadres (du privé ou du public), il est nécessaire de développer des capacités d'enrôlement afin d'amener à soi des personnes dont, de prime abord, on pourrait imaginer qu'elles y seraient rétives. C'est ainsi le travail de structures associatives, financées par des organisations patronales ou directement par des entreprises privées elles-mêmes, qui proposent leurs services aux établissements d'enseignement supérieur, mais aussi aux lycées et collèges. *Lobbying* intense auprès des rectorats, démarchage direct auprès des principaux de collège ou proviseurs de lycée ou audiences sollicitées auprès de la Conférence des présidents d'université (CPU) figurent parmi les actions conduites, à l'instar d'autres groupes de pression, auprès des cibles visées.

Pour s'en tenir à ce dernier exemple, le guide « *Université et entrepreneuriat étudiant* », édité en juillet 2016 par la CPU, s'ouvre sur cette phrase qui assimile explicitement l'esprit d'entreprendre à l'esprit d'entreprise : « *La montée en puissance de l'entrepreneuriat en France, ces dernières années, tant en termes de création que de reprise d'entreprise, n'est plus à démontrer, tout particulièrement chez les jeunes* »¹. Sans surprise, les remerciements pour leur contribution à la rédaction du guide s'adressent notamment à l'association « 100 000 entrepreneurs », fondée en 2007, et au club « Horizons ». Lucie Tanguy souligne, dans sa contribution au présent dossier, combien « *l'idéologie entrepreneuriale propagée* » par ces associations tend à s'affranchir des principales missions actuellement confiées au système éducatif pour l'encourager à atteindre des objectifs qui relèvent très explicitement d'une

1. <http://www.cpu.fr/wp-content/uploads/2016/08/guide-CPU-entrepreneuriat-web1.pdf>

Consulté le 9 septembre 2017.

logique économique libérale : priorité au développement individuel des initiatives, promotion de savoirs « utiles », au détriment de l'enseignement général, formation de jeunes à l'esprit d'entreprise, etc.

L'enjeu du dossier, on l'a évoqué, est aussi de rendre compte des pratiques effectives mises en œuvre au nom de cet esprit d'entreprendre – dont les auteurs soulignent, dans l'essentiel des textes, qu'il est largement subsumé sous celui d'esprit d'entreprise. C'est assurément le point sur lequel les investigations empiriques mériteraient d'être multipliées. La manière dont *s'incarne* cet esprit d'entreprendre/d'entreprise reste à travailler. Car si la place accrue d'enseignements a-disciplinaires dans les *curricula* de formation (dont ce qui relève de l'esprit d'entreprendre) est observable, on n'accède pas aux mécanismes et aux étapes qui ont conduit à ce résultat. La sociologie des acteurs engagés n'est qu'esquissée et leurs pratiques demeurent peu visibles.

Ce dossier clarifie, si besoin était, les cadres idéologiques de référence et les contextes institutionnels, au sein desquels le déploiement de l'esprit d'entreprendre et, singulièrement, de l'esprit d'entreprise, s'opère. On accède à une description des dispositifs (parmi les plus fameux, la création de mini-entreprises dans des collèges) et à leurs modes de fonctionnement. L'ethnographie des pratiques mises en œuvre, l'étude des modalités pédagogiques de transmission de l'esprit attendu, mais également l'analyse de la réception et de l'intériorisation, par les élèves, étudiants ou adultes en formation, des préceptes moraux et des conseils pratiques distillés, forment un ensemble qui pourrait utilement éclairer la réflexion.

Dernière observation, le « rapport à l'objet » n'est jamais précisément et explicitement défini par les contributeurs du dossier. Il est vrai que les contraintes éditoriales ne permettent guère, dans le cadre d'un article de recherche, de s'étendre sur un sujet que l'on peut ordinairement exposer dans l'introduction générale ou l'annexe méthodologique d'un ouvrage. Il demeure que divers signes attestent que ce rapport à l'objet est très différent selon les auteurs. Si l'esprit d'entreprendre, entendu *largo sensu*, suscite assurément un certain consensus, l'esprit d'entreprise a ses zéloteurs et ses pourfendeurs dans l'espace académique.

Si l'on s'accorde sur l'idée suivant laquelle la position occupée est explicative des prises de position adoptées (Bourdieu, 1984), il est alors nécessaire de l'appliquer tant aux personnes auprès desquelles nous menons l'enquête qu'à nous-mêmes lorsque nous engageons une activité discursive en qualité de chercheur. Parmi les auteurs de ce numéro de *Formation Emploi*, chercheurs ou enseignants-chercheurs à titre principal, on trouve une chargée de mission « entrepreneuriat étudiant » de son université, une ancienne chargée de mission « insertion professionnelle » de son institution. Certains contributeurs exercent au sein d'une « *Business school* », au cœur d'un département explicitement dédié à l'innovation et à l'entrepreneuriat et enseignent les matières « esprit d'entrepreneuriat » ou « création d'entreprise ». D'autres sont connus pour leur investissement passé ou présent dans la vie des institutions universitaires ou du CNRS et développent des recherches marquées par

des références à une tradition « critique » en sciences sociales. Cela donne – évidemment pourrait-on dire au risque de la naturalisation – des rapports à l’objet singulièrement distincts. Il serait certainement opportun – dans le cadre d’une publication collective à venir ? – qu’une certaine *mise à plat* puisse être faite afin, pour le redire, que les prises de position plus ou moins implicitement formulées soient rapportées aux positions occupées par les rédacteurs des travaux sur la question.

Au fond, rien ne serait pire que de rejouer, dans l’espace académique, le vain débat opposant les tenants de l’esprit d’entreprendre/d’entreprise à leurs contradicteurs, les premiers accusant les seconds de passéisme et de se situer sur le terrain de l’opposition idéologique de principe, les seconds reprochant aux premiers leur compromission avec des acteurs défendant des intérêts privés et l’abandon de certaines valeurs qui caractérisent le projet républicain en matière d’éducation. Il importe que l’on fasse de la recherche sur ces sujets et que chacun (chercheur ou non), si cela lui chaut, puisse juger sur pièces et se forger un avis. Que l’esprit d’entreprise *lato sensu* prenne ou non le pas sur l’esprit d’entreprendre *largo sensu* est une chose à analyser. On peut – et il est même nécessaire de s’y employer – rendre compte des tenants et aboutissants d’une telle subsumption : opérations de masquage, de gommage, d’élimination, de réduction de l’une à l’autre, etc. On peut souligner l’éventuel *tort* que ces opérations semblent occasionner (ou sont susceptibles de générer) pour les institutions, au regard des orientations qu’elles affichent à leur frontispice.

Mais la priorité reste de décrire et d’analyser ce qu’enseigner l’esprit d’entreprendre « fait » aux professeurs qui ont accepté de se prêter à l’exercice ; ce qu’enseigner l’esprit d’entreprendre « fait » aux élèves et étudiants qui, volontaires ou non, se trouvent face à des enseignants ou des intervenants extérieurs qui développent des pédagogies, tiennent des discours, diffusent des valeurs qui tranchent avec ce qui correspond à leur ordinaire au sein de l’établissement scolaire ou universitaire qu’ils fréquentent. Faire de la recherche est ainsi une manière de tenir à distance – dans un premier temps au moins – la querelle des idées et l’opposition des valeurs qui sont toujours prêtes à affleurer. Il existe bien, pour reprendre la partition proposée par Fanny Dubois, Loïc Gojard et Philippe Terral, des « *divergences entre visions émancipatrice et procédurale* » de l’entrepreneuriat. Notre projet de connaissance doit alors précisément consister à rendre compte de ce rapport (divergent) aux valeurs et des conséquences praxéologiques (à géométrie variable) qu’impliquent leurs essais de traduction et d’opérationnalisation.

■ Bibliographie

Bourdieu P. (1984), « Espace social et genèse des “classes” », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 52-53, pp. 3-14.

Carré Ph. (2005), *L'apprenance. Vers un nouveau rapport au savoir*, Paris, Dunod.

Frétigné C. (2013), *Ce que former des adultes veut dire*, Paris, Publibook.